**DEMANDE DE CANDIDATURE**

**PROJET STEp-IN-UP POUR LA REALISATION D’UN PLAN D'AFFAIRES CONJOINT SUR L'ÉCONOMIE VERTE ET BLUE (PROGRAMME MARITTIMO ITALIE-FRANCE 2014-2020)**

**Je soussigné**

|  |  |
| --- | --- |
| **NOM Prénom**  | **Fonction**  |
| **Tel Mobile** | **E-mail** |

En qualité de représentant légal de l’entreprise :

|  |
| --- |
| **Raison sociale:** |
| **Inscription au registre des entreprises**   |  |
| **Numero SIRET** |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Numéro TVA:** | **Code NAF:** |
| **Adresse du Siège social** |  |
| **Code postal :**  | **Commune :**  |
| **Telephone :** |  | **e-mail :** |
| **Etablissement Secondaire concerné** *(si différent du siège social) :*  |
| **Code Postal et Commune** | **Rue** | **N°** |

**DEMANDE**

à participer à la sélection, pour le profil d’expert **en «appui à la définition d’un plan d’affaires conjoint dans les domaines de l’économie verte et bleue», pour** les activités définies dans le cadre du projet du projet STEp-IN-UP et définies dans l’appel à candidature.

**DECLARE**

Avoir pris connaissance de l’appel à candidature et en accepter toutes les conditions, et présenter :

* Une expérience significative de missions d’accompagnement d’entreprises innovantes ;
* Une expertise en matière de projets collaboratifs ;
* Une expertise dans la réalisation de diagnostics 360° de l’entreprise ;
* Une expertise dans le domaine de l’économie bleue et/ou verte ;
* Une bonne connaissancela langue anglaise (niveau B2 au moins).

**JOINDRE**

Le dossier de candidature complet à nadege.bouget@cote-azur.cci.fr

* Demande de candidature complétée et signée ;
* La copie de la pièce d’identité (CNI, passeport) en cours de validité du représentant légal de l’entreprise ;
* Présentation de l’expérience et des compétences acquises par le candidat
* 1 curriculum vitae au format europass <https://europa.eu/europass/eportfolio/screen/cv-editor?lang=fr>
* Informations en application du règlement général pour la protection des données personnelles (RGPD) de l’Union Européenne No 2016/679.

Lieu et date :

Signature :

**Présentation de l’expérience et des compétences acquises par le candidat**

***Critère 1 — Expérience acquise dans la définition des plans d’affaires. Pour chaque expérience, indiquer la période de référence (même si elle est en cours), le type d’actions réalisées, présenter la méthodologie mise en place.***

*Indiquer l'expérience acquise dans* le domaine de *la définition des plans d'entreprise, l'analyse des besoins des entreprises, l'élaboration de méthodes d'analyse des besoins des entreprises ; l’analyse de marché et analyse de la technologie (état de l’art, brevet…).*

Expérience 1.A\_\_\_

Expérience 1.B\_\_\_

(copier et coller le nombre de fois au besoin)

***Critère 2 — Compétence internationale. Pour chaque expérience, indiquer la période de référence (même si elle est en cours), le type d’actions réalisées, présenter la méthodologie mise en place.***

*Indiquer l'expérience acquise dans le cadre d'activités intéressant la coopération internationale des entreprises. Les expériences porteront sur* ***:*** *les conseils fournis aux entreprises qui ont trait à la collaboration avec au moins un autre sujet provenant d’une région différente dans la zone du programme maritime Italie France ; conseils fournis aux entreprises qui ont trait à la coopération avec au moins une autre entité établie en dehors de la zone de référence du programme maritime Italie France.*

Expérience 2.A\_\_\_

Expérience 2.B\_\_\_

(copier et coller le nombre de fois nécessaire)

***Critère 3 — compétence dans le domaine de l’économie verte et/ou bleue. Pour chaque expérience, indiquer la période de référence (même si elle est en cours), le type d’actions réalisées, la méthodologie mise en place.***

*Indiquer l'expérience acquise dans le domaine de l'économie verte et bleue. Les expériences peuvent porter sur les services de conseil fournis à des entreprises et à des opérateurs privés ou à des entités publiques dans le contexte de l’économie verte, les conseils fournis à des entreprises et à des opérateurs privés ou à des entités publiques dans le contexte de l’économie bleue.*

Expérience 3.A\_\_\_

Expérience 3.B\_\_\_

(copier et coller le nombre de fois nécessaire)

***Critère 4 — Autres***

Tout autre document, information pouvant contribuer à évaluer le dossier de candidature

4.A\_\_\_

4.B\_\_\_

(copier et coller le nombre de fois nécessaire)  **TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET ACCÈS AUX DOCUMENTS**

***Politique de confidentialité pour les utilisateurs/participants***

***(«Information»)***

***1 Avant-propos et coordonnées du contrôleur des données***

La présente politique s’applique spécifiquement à ceux qui participent aux activités du projet «Step In Up» et à ses sélections tant pour l’admission aux services qu’il fournit que pour l’attribution d’affectations pour la prestation de services dans le cadre du «Projet».Le «projet» est géré par un partenariat composé de:

***Lucca Innovazione e Tecnologia S.r.l.,*** ayant son siège social à Lucca (55100), Corte Campana 10, Codice Fiscale e Partita Iva 02082650462, in persona dell’Amministratore Unico e legale Représentant, Dr Gianluigi Guidi

***Participation Foundation for Innovation and Entrepreneurship Development, Via*** Benedetto Croce 62, Pisa Codice Fiscale/Partiva IVA 02247870500 – représentée par M. Valter Tamburini, en sa qualité de Président,

***Chambre de Commerce et d’Industrie Nice Côte d’***Azur, 20 Boulevard Carabacel 06005, Nice Code fiscal/TVA Section FR64180600017 – représentée par Jean Pierre Savarino, Président

***Sardegna Ricerche,*** Via Palabanda 9, Cagliari Tax Code 92024600923 et numéro de TVA 01930910920 – représentée par Mme Maria Assunta Serra, en qualité de commissaire extraordinaire

ci-après dénommés «partenaires»

***2 Contrôleur de données et processeurs de données***

Les informations sont fournies par les «partenaires», en tant que contrôleurs de données, aux participants aux activités de fourniture de services fournis dans le «projet» à des fins de transparence et de protection des données à caractère personnel y afférentes traitées, conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel, ainsi qu’à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD) et b) à la législation nationale italienne applicable dans le domaine de la protection des données personnelles.

Les personnes intéressées par le traitement, qui s’inscrivent sur les formulaires en ligne fournis par les «partenaires» ou par l’intermédiaire des fournisseurs de services en ligne et de la gestion d’événements, sont:

a) les personnes physiques, les personnes en phase de démarrage et les entreprises qui fournissent leurs données à caractère personnel pour bénéficier des services;

B) les personnes physiques, en tant que professionnels indépendants ou référents de sociétés de conseil qui fournissent leurs données à caractère personnel pour participer aux sélections de missions destinées à la fourniture des services fournis par le «projet» au nom des «partenaires»;

***3 Mise en garde***

Les «partenaires» fournissent des services de développement technologique et d’innovation en faveur des entreprises innovantes et des start-ups.

Pour le traitement des données à caractère personnel que chaque partenaire effectue dans le cadre de son objet social, veuillez vous référer aux informations complètes publiées sur le site Internet de chaque «partenaire».

***4 Autorisations internes de traitement***

Les données sont traitées par des sujets autorisés au traitement, dûment informés, impliqués dans les activités de traitement connexes.

***5 Gestionnaires externes/autonomes et copropriétaires – Bénéficiaires de traitement***

Au nom des «partenaires» (et sous réserve d’un accord spécifique), les consultants, les institutions, et les entreprises fournissent des services dont la performance implique des opérations de traitement des données.En particulier, il s’agit de fournisseurs de services en ligne et de gestion d’événements (tels que Zoom© et/ou Google Modules©).

Outre les sujets susmentionnés, les données peuvent être communiquées à des tiers agissant en tant que responsables du traitement indépendant des données, y compris, à titre d’exemple, des entités/sujets publics.

La Compagnie fournit des renseignements précis sur les bénéficiaires à la demande de la partie intéressée.

***6 Données à caractère personnel traitées***

Les données traitées sont constituées de données communes, souvent uniquement de données d’identification, telles que, par exemple, le nom et le nom de la personne concernée, l’appartenance à la société, le numéro de TVA, le domicile légal et fiscal, les adresses complètes, physiques et téléphoniques (y compris les téléphones portables), la télécopie, le PEC et le courrier électronique, le CAP et, en général, les informations nécessaires pour permettre l’enregistrement sur la plateforme ou la participation à l’événement.

Bien que les «partenaires», aux fins de la fourniture des services, n’exigent pas le téléchargement d’images par les parties intéressées, cette possibilité est toutefois techniquement prévue, les «partenaires» peuvent donc également traiter les images fournies spontanément par les parties intéressées.

***7 Objet de la transformation et base juridique de celle-ci***

Les partenaires procèdent au traitement des données aux fins et aux bases juridiques suivantes:

a. permettre aux parties intéressées de s’inscrire sur le formulaire en ligne de participer aux sélections afin d’être admissibles à l’utilisation des services fournis par le «projet» ou d’être admis à fournir des services d’assistance.Le traitement est nécessaire à l’exécution du contrat et à la détection des demandes de la personne concernée de nature précontractuelle.

b. envoyer des communications informatives, commerciales et promotionnelles, y compris le bulletin d’information, aux adresses électroniques fournies par les parties intéressées, une fois qu’elles ont exprimé leur consentement exprès

Le traitement est basé alternativement sur:

— sur consentement, jusqu’à révocation (Opt-out).

— sur l’intérêt légitime de la société à effectuer des pourriels mous uniquement dans les cas où les personnes concernées se sont enregistrées.

C. permettre aux parties intéressées de s’inscrire sur le formulaire en ligne pour participer aux sélections en vue de l’attribution d’affectations pour la prestation de services d’assistance au nom des «partenaires».Le traitement est nécessaire à l’exécution du contrat et à la détection des demandes de la personne concernée de nature précontractuelle.

***8 Temps de conservation des données***

Données des personnes concernées qui:

— ils sont enregistrés sur les formulaires en ligne, sont conservés pendant la durée des relations contractuelles avec le «Partenaire» qui a confié la cession, puis annulés dans un délai de mois à compter de la résiliation de la relation.

— la participation aux activités et manifestations prévues dans le «projet» est maintenue pendant le temps nécessaire à la gestion de la participation de la partie intéressée et, pendant les six mois suivants.

Les délais et critères de conservation ci-dessus peuvent être prolongés/dérogés si la conservation des données est nécessaire à des fins défensives, en cas de litige ou de controverse

Les données visées aux points 7.b. (à l’exclusion des pourriels mous) et 7.c. sont stockées et traitées jusqu’au retrait du consentement.

***9 Facultatif/obligatoire de la fourniture de données***

La fourniture de données par les personnes concernées est nécessaire pour permettre aux «partenaires» de remplir leurs obligations contractuelles.Tout refus de fournir les données, en tout ou en partie, ne permettra pas à chaque partenaire:(i) fournir les services demandés par les parties intéressées, (ii) répondre à toute demande, (iii) permettre l’achat et la participation relative à l’événement et (iv) l’attribution éventuelle de cessions.

***10 Transfert de données à l’étranger (hors UE)***

— Actuellement, il n’y a pas de transfert de données extra-UE pour les personnes concernées qui utilisent et s’inscrivent sur les formulaires en ligne, si le transfert vers des pays non membres de l’UE intervient, en tout état de cause, après vérification du respect des dispositions des articles 44 et ss. du RGPD et communication préalable concernant le pays tiers de destination des données et le mécanisme de sauvegarde conformément aux dispositions du RGPD.

— En ce qui concerne les données collectées par l’entreprise par l’intermédiaire de fournisseurs externes de services en ligne, les «partenaires» peuvent également utiliser des fournisseurs établis aux États-Unis, sous réserve de la vérification de la conformité du traitement des données par ces personnes avec les articles 44 et suivants du RGPD.

***11 Droits***

Les parties intéressées peuvent contacter chaque «partenaire» ou tout gestionnaire externe pour exercer les droits prévus par les lois nationales sur la protection des données, selon le cas, et par le RGPD (articles 15 et suivants), et notamment pour accéder à leurs données à caractère personnel, demander leur rectification, leur mise à jour ou leur suppression, les limitations, ainsi que demander la transférabilité, en envoyant une communication aux coordonnées des «partenaires» indiqués ci-dessus.

***12 Droit d'objection***

Selon les mêmes modalités prévues ci-dessus, les personnes concernées peuvent s’opposer, en tout ou en partie, au traitement des données à caractère personnel les concernant, lorsque la base juridique pertinente est constituée par l’intérêt légitime des «partenaires», conformément aux dispositions de l’article 21 du RGPD et pour leurs effets.

***13 Plainte***

Toute partie intéressée qui estime que le traitement de données la concernant constitue une violation du RGPD, conformément à l’article 77 du RGPD, peut déposer une plainte auprès d’une autorité de contrôle dans laquelle la personne concernée réside habituellement ou travaille, ou auprès d’une autorité de contrôle en cas de violation présumée des données.

***14 Retrait du consentement***

L’exercice de l’Opt-out (retrait du consentement), par les parties intéressées, en ce qui concerne l’utilisation des adresses de courrier électronique pertinentes pour l’envoi de communications électroniques, peut survenir à tout moment par les personnes concernées et entraînera la cessation de l’envoi de toute communication.

*Date Signature*